



Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE

Section de l'Aveyron

Fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

Rodez, le 06 juillet 2017

Déclaration liminaire.

Monsieur le Président.

Nous sommes convoqués ce 06 juillet 2017 pour les CAPL d'affectation des cadres B et C sur le département de l'Aveyron.

L'année dernière, lors de cette CAPL, nous vous rappelions que depuis sa création en 2008, la DGFIP avait procédé à un large plan social de 20 000 emplois avec des répercussions sanglantes tant sur les conditions de travail que sur la dislocation du Service Public Républicain.

L'arrivée du nouveau président Macron ne va pas arranger la situation puisqu'il souhaite continuer le massacre et supprimer 120 000 postes de fonctionnaires dont 60 000 dans notre ministère. Il est bien loin le temps où cet homme était de la maison. Cet uppercut n'étant pas suffisant, une droite a été envoyée au visage des agents avec le retour du gel du point d'indice pour 2017.

Les consignes sont claires en haut lieu et il n'aura pas fallu longtemps aux directions locales pour se mettre en marche. Ce n'est pas une Grande Peur qui traverse nos services du nord au midi de la France mais la réalité du terrain : partout en France les directions locales annoncent des restructurations. L'Aveyron ne fait malheureusement pas figure d'exception mais est en bonne place.

Certaines zones sont des cibles privilégiées. Cette semaine, les habitants du bassin de Decazeville sont sonnés. Après l'annonce de la fermeture du SIE de Decazeville, l'ARS décrète la fermeture de la maternité de Decazeville. Ajoutez à cela la suppression de la trésorerie de Capdenac, faisant elle-même suite aux fermetures de Villeneuve d'Aveyron, de Rignac, de Najac et d'Aubin, à la fermeture du SPF et du cadastre à Villefranche et c'est tout l'ouest Aveyronnais qui est dépouillé de son Service Public... La suite ne saurait tarder...

Les gouvernements précédents avaient déjà mis notre Service Public Républicain à terre, il semblerait bien que, sans le tuer, la torture soit poursuivie inexorablement par les nouveaux dirigeants, mais jusqu'à quand ?

102 Centres des Finances Publiques ont été fermés au 1er janvier 2017.

La FIN justifie les moyens...

Pour FO-DGFIP, nous restons attachés à un Service Public de proximité et cela ne peut passer que par la création d'emplois. Les fusions de secteurs, de SIP, de SIE, de postes comptables, les constitutions de pôles, le soutien au réseau... voilà des restructurations actuelles auxquelles nous nous opposons.

Les chiffres du mouvement général font peur. Un déficit de 948 contrôleurs (300 de plus que l'année dernière...). Mais attendez, crampez vous à vos chaises, 1495 emplois vacants pour la catégorie C ! Ces décisions sont totalement irresponsables.

Cela se traduit en Aveyron par - 7 C et -4,5 B. Et encore, le compte n'y est pas puisqu'il faut rajouter les suppressions de postes qui rien que pour cette année touchent 5 C et 3 B. Il y a 20 chaises vides ou vidées cette année en Aveyron...

Des chiffres qui confirment le tour pris par les restructurations. En 2016, en catégorie B il y avait 295 mutations imposées suite à réorganisations. En 2017, ce sont 599 mutations, plus du double. Et l'année prochaine ?

Les suppressions de postes massives, l'accélération des restructurations ont des conséquences gravissimes sur les conditions de vie des agents, il ne peut en être autrement. Les statistiques sur nos performances au travail sont en trompe l'œil. C'est un secret de polichinelle, nos statistiques sont bonnes car il y a des traitements automatisés généralisés dans les deux filières. Comme on dit dans les services, « on ne regarde plus rien ».

Pour ces deux CAPL B et C, il faudra faire avec -4,5 postes de B et -7 postes de C sur le département de l'Aveyron.

FO-DGFIP rappelle son attachement à des règles de gestion qui profitent à tous les agents, à savoir :

- une affectation la plus fine possible
- 2 véritables mouvements par an ainsi qu'un mouvement spécifique sur poste
- le classement des demandes prioritaires à l'ancienneté du fait générateur
- que tout poste vacant soit pourvu dès lors qu'il est demandé par un agent
- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes à hauteur des besoins des services

Les élus FODGFIP 12 en CAPL.

